

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.1983

Hebdomadaire - n° 1848 - 17 février 1994 - 3 F

### D 1848 **CUBA**: VERS UNE ISSUE À LA CHINOISE

Libéraliser l'économie autant que faire se peut et conserver le monopole du pouvoir politique, comme en Chine et au Vietnam: tel est le double objectif de Cuba depuis la décrétation, en novembre 1990, de l'état d'urgence économique. Le drame, pour Cuba, est que ce pays est une île et que les États-Unis n'ont pas du tout l'intention de commercer avec lui, à la différence de la Chine et du Vietnam. En octobre 1992, en effet, les États-Unis renforçaient l'embargo commercial en vigueur depuis 1969 (cf. DIAL D 1745). La visite à Cuba du président chinois Jiang Zeming, le 21 novembre 1993, confirmait l'établissement entre les deux pays de relations commerciales essentielles pour Cuba. Outre l'ouverture à l'investissement étranger déjà en cours, de nouvelles mesures économiques en matière monétaire et fiscale sont en discussion à l'Assemblée nationale depuis novembre 1993.

Ci-dessous, le point sur la politique de redressement économique actuellement en débat. Article publié dans **Noticias Aliadas** du 20 janvier 1994.

Note DIAL

### LE DÉBAT POLITIQUE SUR LES ALTERNATIVES À LA CRISE

Le Parlement cubain a reporté à plus tard les décisions sur les mesures propres à contrôler l'énorme déficit budgétaire et l'inflation galopante. Il a préféré favoriser un débat national sur la pire crise économique qu'ait eu à connaître l'île. C'est ainsi qu'ont été démenties des rumeurs persistantes sur l'imminence de mesures radicales telles que la dévaluation du peso cubain, l'adoption d'une nouvelle monnaie et l'assujettissement aux impôts pour la première fois depuis trente ans.

Au Parlement le ministre de l'économie, José Luis Rodríguez, a parlé des deux facteurs à l'origine de la crise: la chute de 35% en matière d'offre de biens et de services, et l'augmentation du déficit budgétaire de 1,4 milliard de pesos en 1989 à 4,1 milliards en 1993. Il en résulte, a-t-il dit, un excès de plus de 10 milliards de pesos en circulation, soit l'équivalent de quatorze mois du revenu moyen de la population. Le taux de change officiel de 1,2 peso pour un dollar est resté le même depuis le début de la crise, alors que dans les rues on peut obtenir de 80 à 100 pesos pour un dollar.

Compte tenu du peu d'espoir de parvenir à court terme à une offre accrue de biens et de services, le ministre Rodríguez s'est déclaré favorable aux mesures propres à réduire le déficit budgétaire. Il a expliqué que, suite à la perte du principal allié économique et commercial (l'ancienne Union soviétique) et au rigide blocus commercial nord-américain, la crise économique a dramatiquement affecté la productivité des sociétés d'État. Actuellement, 69% de celles-ci travaillent à perte et les aides de l'État aux entreprises ont augmenté de 73% depuis 1989, pour atteindre 4,6 milliards de pesos l'an dernier; à elles seules l'industrie alimentaire et celle du sucre sont responsables pour 54% du déficit budgétaire.

Le plan de redressement du ministre Rodríguez comporte l'instauration de l'impôt sur le revenu pour les individus et pour les entreprises; la réduction des aides aux sociétés d'État; l'augmentation sélective de certains prix et la hausse des taux d'intérêt pour favoriser l'épargne.

C'est en novembre 1990 que le gouvernement avait déclaré l'état d'urgence économique sous l'appellation de "période spéciale en temps de paix". Les mesures d'austérité entendaient freiner la descente en chute libre de l'économie cubaine, tout en maintenant les systèmes gratuits de l'éducation et de la santé, la couverture totale de la sécurité sociale, les rations de base pour l'alimentation et le vêtement, ainsi que les capacités de défense de l'île.

Pour cela, Cuba a ouvert ses portes aux investissements étrangers et au tourisme; il a également diversifié ses exportations. Dans le deuxième semestre de 1993, les entreprises agricoles d'État ont été transformées en coopératives, l'usage du dollar a été légalisé et le libre emploi autorisé. Les 1,4 millions de Cubains vivant à l'étranger ont désormais plus de facilités pour visiter l'île et pour envoyer de l'argent à des membres de leurs familles. Il n'en reste pas moins que l'économie tourne avec moins de la moitié de ses besoins normaux en pétrole, qu'il y a un manque chronique de pièces de rechange et de matières premières, et que le chômage approche les 40%. Étant donné que quelques dollars représentent en pesos un salaire mensuel, les Cubains cherchent en nombre toujours plus grand à travailler dans la branche enviée du tourisme, ou préfèrent ne pas travailler, en vivant chez eux de leurs économies ou de ce qu'ils peuvent gagner dans le secteur "dollarisé" de l'économie.

Oswaldo Martínez, chef de la commission économique du Parlement, a mis en garde contre l'adoption de mesures néo-libérales antidémocratiques dont le coût social est très élevé en Amérique latine. *"Le peuple latino-américain a appris ce qu'était le fameux paquet des mesures néo-libérales quand il a découvert que, du jour au lendemain, son argent était dévalué, que les prix avaient augmenté, que les retraites s'étaient réduites de 50% tandis que le prix de l'électricité était monté de 30 à 40%",* a-t-il spécifié. Les mesures ont réduit l'inflation mais n'ont pas permis le redressement de l'économie. Le résultat a été socialement catastrophique, a déclaré Martínez, qui a ajouté: *"Sur le plan politique, ces mesures ont eu des effets pernicieux et déstabilisateurs, parfois associés à la corruption qui va jusqu'à la chute de certains gouvernements."*

La session parlementaire retransmise par la télévision nationale a comporté un discours-programme du président Fidel Castro. Après avoir incité le Parlement à ouvrir le débat avant de prendre des mesures législatives, Castro a souligné que ces mesures controversées, si elles n'ont pas le soutien public, ont peu de chances de réussir à long terme. *"La dévaluation est une confiscation de l'argent, a-t-il dit, et l'inflation n'est rien d'autre qu'une confiscation systématique. Beaucoup de gens attendent une solution, ils veulent que nous réglions le problème, mais dans la pratique ils donnent l'impression de n'accepter aucune de mesures que nous proposons."*

Après avoir demandé au peuple de garder son calme après les sombres propos de Rodríguez, Castro a conclu: *"Le blocus n'a jamais été pire qu'aujourd'hui. Nous sommes dans une période spéciale au coeur d'une crise économique internationale. Mais nous ne nous faisons pas de souci car la révolution a pour caractéristique d'agir avec le soutien et la compréhension du peuple."*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441